FAITS & DOCUMENTS

LETTRE D'INFORMATIONS CONFIDENTIELLES D'EMMANUEL RATIER

SOMMAIRE

N° 300 8 €
Du 1er au
15 septembre 2010

➤ PORTRAIT :
PIERRE LAURENT (p.1-2-7)

➤ POLITIQUE : (p.3-4-6)

➤ LOBBIES : (p.5)

➤ DOCUMENT : NICOLAS SARKÖZY ET SES DIPLÔMES (p.7)

➤ ÉTRANGER : (p.8)

➤ ECONOMIE/SOCIAL : (p.9)

➤ KIOSQUE : (p.10-11)

➤ POLITIQUEMENT INCORRECT : (p.12)

INDEX

Aubry M p.4	Hariri R p.8
Auffret E p.5	Hénin J p.1
Banyai E p.6	Hubert F p.5
Barbey F p.5	Juppé A p.3
Barnier M p.3	Klarsfeld S p.6
Bauer A p.5	Kolly B p.5
Beffa K p.5	Krasucki H p.2
Berlusconi S p.5	Lagarde C p.4
Besses P p.5	Laurent P p.1
Bettencourt L p.6	Laurent R p.2
Bouneau C p.5	Leroy R p.7
Boutin C p.3	Lévy M p.5
Brizard P p.4	Maila J p.4
Buffet M-G p.1	Marchais G p.2
Chapard I p.5	Martelli R p.7
Dartigolles O p.1	Medjdoub A p.3
Dati R p.4	Moro A p.8
Delanoë B p.4	Obama B p.8
Dord D p.3	Pinochet A p.2
Elleinstein J p.2	Priore R p.8
Farhi E p.5	Santini A p.6
Fiterman C p.2	Soucy D p.5
Fontenis G p.6	Thorez M p.1
Fouks S p.4	Tordjman Y p.3
Garrigou A p.7	Verdini D p.5
Gollnisch B p.4	Villani C p.4
Grand J-P p.4	Woerth E p.3

PORTRAIT — PIERRE LAURENT

Les meilleures traditions staliniennes ne se perdent pas. Comme si l'Union soviétique existait toujours, c'est un pur apparatchik qui a succédé, le 20 juin dernier, à Marie-George Buffet, comme nouveau secrétaire national du Parti communiste français. Pour quoi « pur apparatchik »? : il est le fils de l'ancien n°2 du PCF, Paul Laurent, durant l'ère Marchais ; il a milité, depuis sa prime jeunesse, au Parti communiste, tout comme le reste de sa famille ainsi que son épouse, fille d'un ancien député communiste ; il est permanent du PCF depuis des lustres, n'ayant jamais été autre chose que journaliste à *L'Humanité*; il n'a jamais été candidat à une élection sauf aux dernières élections régionales en Ile-de-France. La seule surprise est qu'il n'a obtenu que 80,7 % des suffrages alors qu'il n'y avait aucun autre candidat... Avec lui, et sa famille, c'est toute l'histoire du PCF qui se déroule sur 70 ans. Comme si le PCF était totalement incapable de changer ou de se rénover.

« Comme homme politique, on a fait plus charismatique […] Élocution posée. Presque lente. Comme son père. Dans les années 70 circulait une boutade dans les couloirs du siège du PCF : "T'as pas deux heures devant toi, Paul a deux mots à te dire…" »

Libération, 3 février 2010.

« Père, mère, frères, oncles, tantes et cousins, étaient soit au parti, soit syndiqués CGT. »

Libération, 3 février 2010.

« Pur produit de l'appareil communiste […] Aujourd'hui Pierre Laurent tente d'apparaître comme le "renouveau", charme les derniers partisans de l'ouverture en leur disant qu'ils sont indispensables et jure avoir toujours eu du mal à vivre avec l'image du "fils -de". Mais il a su indéniablement s'accommoder des portes qu'elle ouvrait. »

Le Monde (19 juin 2010).

« Chez les Laurent, on vit par et pour le Parti. On y travaille. On s'y marie. Mais n'allez pas en tirer de conclusions hâtives : "Être communiste, ce n'est pas génétique", assure le nouvel homme fort du PC. Sauf peut-être dans sa famille. »

Le Nouvel observateur, 16 juin 2010.

Après **Maurice Thorez**, **Waldeck Rochet**, **Georges Marchais**, **Robert Hue** et **Marie-George Buffet**, c'est au tour du piètre **Pierre Laurent** de devenir le n° 1 du Parti communiste. Le sixième depuis 1945. Ayant obtenu 80,7 % des suffrages (il y eut 96 bulletins nuls sur 511 votants), il aura donc été préféré non seulement au pittoresque eurodéputé **Jacky Hénin**, ex-maire de Calais, qui déclara finalement forfait « pour ne pas casser du sucre sur le dos de (sa) propre formation », mais surtout à **Olivier Dartigolles**, porte-parole du PCF qu'on donnait encore comme virtuel héritier de Marie-George Buffet, il y a quelques mois. Le parcours de ce dernier, qui ne devait pratiquement rien au PCF, explique très certainement sa non-nomination. Né le 27 août 1971 à Bordeaux (Gironde), Dartigolles est le fils d'une sage-femme, déléguée CGT. Il a été fortement influencé par son grand-oncle, Jean Lafourcade, conseiller général communiste, qui l'emmènera en Union Soviétique avant la chute du communisme. Il a adhéré au PCF en 1986, en classe de seconde. Titulaire d'un DEA d'histoire (1984), il devient enseignant dans un lycée agricole de Pau. Secrétaire fédéral du PCF des Pyrénées-Atlantiques à partir de 2000, il entre la même année au conseil national. Propulsé, en 2006, porte-parole du parti et de la candidate Marie-George Buffet (1,93 %), il est chargé d'organiser, en 2007, le congrès extraordinaire du PCF. Il s'inscrit très vite dans la lignée des « rénovateurs » sans jamais mettre en cause la doxa marxiste.

Même s'il s'en défend mollement, Pierre Laurent est tout le contraire. Le candidat de la stricte continuité vers le gouffre. Signe du mépris dans lequel les vieux staliniens tiennent le suffrage universel : il a été choisi bien que n'ayant jamais été candidat (sauf aux régionales). Comme le

(Suite page 2)


SHOUT
SHARE
IT

PORTRAIT

résumait très bien *Libération* (3 février 2010), « dans les turbulences connues par le PCG après l'échec de la présidentielle de 2007, il a émergé derrière Buffet et pris la tête d'une direction collégiale comme rempart face aux "rénovateurs" du parti ». Lesquels « rénovateurs » l'ont bien compris, puisqu'ils ont démissionné en masse depuis le début de l'année du PCF (cf nos derniers numéros de *F&D*).

Il est avant tout le fils de son père, **Paul Laurent**, numéro 2 du PCF derrière **Georges Marchais** dans les années 1970-1980. Comme lui, il aura survécu à toutes les purges successives. Né le 1er mai 1925 à Génélard (Saône-et-Loire), dans une région d'où sont issus Waldeck Rochet et **Gaston Plissonnier**, le vrai patron du PCF (avec **Jacques Duclos**) durant l'ère soviétique d'après-guerre, Paul Laurent commença à travailler, à 16 ans, en 1941, comme employé de bureau-dessinateur, avant de devenir agent technique au service des eaux de la Ville de Paris, où sa famille s'installe après la guerre. Il rejoint le PCF en 1945 au sein d'une cellule du XXe arrondissement (le PCF était alors dirigé dans cet arrondissement par **Henri Krasucki**, dit « Mésange », ancien membre des FTP-MOI et futur patron de la CGT), devenant, si on croit ses dires, permanent (c'est-à-dire salarié) de l'Union des jeunesses républicaines de France, ainsi que s'intitulait à l'époque la Jeunesse communiste. Sa véritable vie professionnelle n'aura donc duré que cinq années.

Engagé à fond dans la lutte « anticolonialiste » sur les ordres de Moscou, il participe au sabotage des fournisseurs de l'armée française qui combat alors en Indochine. Il finit donc par être arrêté en octobre 1952 pour atteinte à la sûreté de l'État et sera libéré, quelques mois plus tard, en mai 1953, juste à temps pour être élu membre du bureau national de l'UJRF. Bénéficiant de l'aura d'un « martyr » de la lutte contre l'armée française, il jouit très vite de la confiance des dirigeants du parti. Il devient donc président de l'UJRF en 1955 et sera le premier secrétaire de l'Union de la jeunesse communiste de France, à partir de décembre 1956. Quelques mois auparavant il était entré au comité central, comme suppléant. Titularisé en juin 1959, il entre, à 36 ans, au bureau politique du PCG en mai 1961 (XVIe congrès), ayant été repéré et promu par le secrétaire à l'organisation, un certain Georges Marchais. Il a donc déjà vécu, sans encombres et sans jamais protester, l'épuration et les exécutions sommaires commises par les milices communistes, l'infiltration des communistes dans les grands groupes industriels ou les entreprises nationalisées (Renault, EDF, les ports, etc.), l'ère stalinienne, la sanglante répression de Budapest, la construction du Mur de la honte à Berlin, etc.

Après avoir participé à l'agitation communiste internationale dans les mouvements de jeunesse, via la Fédération mondiale de la jeunesse, il devient, en 1962, responsable de la formation des JC et de leurs relations avec les communistes étrangers. Surtout, son activité la plus visible est de diriger la fédération de Paris, la plus importante fédération communiste de France. Paul Laurent conserve ce poste jusqu'en octobre 1973, lorsqu'il est coopté dans « le saint des saints », le secrétariat du comité central. Député de Paris (XIXe arrondissement) en 1967-1968, puis de 1978 à 1981, il sera l'un des principaux négociateurs communistes, en 1972, du Programme commun de gouvernement PC/PS/MRG. Par la suite, il sera chargé de l'organisation du PCF (plus des relations avec les partis politiques après l'entrée de **Charles Fiterman** au gouvernement), devenant le n°2 du PCF derrière Georges Marchais.

Présenté comme un « libéral », Paul Laurent aura toujours été, en réalité, un communiste intraitable sur l'essentiel : la doctrine et la liaison avec le camp du « socialisme réel », dirigé par l'URSS. C'est lui qui, après les avoir poussés et encouragés, s'emploiera à détruire le « groupe **Fiszbin** » et **Jean Elleinstein**. Homme clé du « système Marchais », il meurt d'un cancer, à 65 ans, en juillet 1990.

Son épouse, **Raymonde Laurent**, dite « Mounette », est née dans une famille communiste et cégétistes du XXe arrondissement de Paris. Sa propre mère a été nommée Juste entre les nations par l'État d'Israël pour avoir caché des Juifs durant l'Occupation. Ouvrière dans la maroquinerie puis secrétaire comptable, elle a toujours milité au PCF, étant trésorière puis secrétaire de section.

Les trois fils du couple ont tous fait carrière au Parti communiste. Comme son père, **Michel Laurent** est un homme d'appareil. Il est évidemment passé, comme ses frères, aux Jeunesses communistes. Marié à une militante communiste, il entre comme ingénieur à la DDE de Seine-Saint-Denis. Il dirigera le secteur « ingénieurs et techniciens » du PCF ainsi que sa revue *Avancées scientifiques et techniques* (puis dirigera la revue *Regards*, vitrine culturelle de la pseudo « mutation » engagée par Robert Hue). Il prend ensuite, en 1997, la direction de l'une des dernières grosses fédérations du PCF, celle de Seine-Saint-Denis, avant de prendre en main le pôle « vie du Parti », auprès de Marie-George Buffet, ainsi que le « laboratoire des idées » (sic) du PCF. Âgé de 60 ans, il dirige aujourd'hui la fédération d'Ile-de-France du PCF et est également président du conseil de surveillance de la Société nouvelle du journal L'Humanité.

Pour certains observateurs qui l'ont surnommé « le parrain », c'est lui qui a mis en orbite son frère Pierre, se battant pour l'imposer comme tête de la liste Front de gauche (PCF et Parti de gauche) aux dernières élections régionales, lui offrant ainsi une carte de visite de premier plan pour prendre la tête du PCF. Divorcé de sa première épouse, il s'est remarié avec **Sylvie Jan**, ancienne responsable des Jeunesses communistes, puis directrice d'*Heures claires des femmes*, le mensuel de l'Union des femmes françaises, membre du comité central à l'époque de Robert Hue, aujourd'hui directrice d'une obscure société de consultants spécialisée dans l'égalité hommes-femmes.

Le troisième frère, **Francis Laurent**, le cadet, milite aussi au PCF depuis sa jeunesse. Responsable de section à Aubervilliers, il est maquettiste à l'imprimerie municipale du Blanc-Mesnil, la commune communiste d'où est issue Marie-George Buffet. Il sera notamment interpellé pour avoir occupé l'ambassade du Chili à Paris après le coup d'État du général **Augusto Pinochet**. Il est marié avec Sylvie Le Meur, trésorière de la fédération communiste de Seine-Saint-Denis et fille du député communiste **Daniel Le Meur**. Né le 25 juillet 1939 à Provins (Seine-et-Marne), cet ancien ouvrier métallurgiste a été dirigeant de la JC de 1956 à 1964, membre du comité central du PCF de 1979 à 1982, député PCF de l'Aisne à partir de 1973 (réélu en 1978, 1981, 1986, 1988, battu en 1993), maire de Saint-Quentin de 1977 à 1983 et à nouveau de 1989 à 1995.

Pierre Laurent, quant à lui, est né le 1er juillet 1957 à Paris XIXe. Il a habité dans une HLM de Belleville, avec ses frères et ses parents. « Chez eux, c'est un défilé permanent. **Aragon** et **Elsa** (NDA : **Triolet**) viennent aussi. Pierre se souvient que le syndicaliste **Georges Séguy** était un "très bon cuisinier" et qu'**Henri Krasucki** « était "très marrant". » Même s'il raconte volontiers avoir passé ses vacances en Bourgogne, il a eu droit en réalité aux traditionnelles vacances dans le « paradis socialiste réel », dans les *datchas* de la mer Noire : « Le communisme, chez les Laurent, est familial. Et dans les hautes sphères de l'appareil : l'été, la famille se repose dans les datchas des dignitaires des partis frères, en Europe de l'Est (*Le Monde*, 19 juin 2010). » *Le Nouvel observateur* (16 juin 2010) confirme cet enracinement stalinoïde : « Pour les vacances, direction la RDA, la Hongrie ou la Tchécoslovaquie. Les enfants assistent aux rencontres de leurs parents avec les dirigeants communistes du cru. Comme tous les responsables PCF de l'époque, Paul Laurent affiche son soutien au régime soviétique et à ses alliés. »

« Son engagement est marqué au fer rouge PCF (*Libération*, 3 février 2010). » Il rejoint les Jeunesses communistes dès 1973, à 15 ans, et sera notamment secrétaire général de l'Union nationale des comités d'actions

(Suite page 7)

POLITIQUE

► À nos abonnés : Merci à vous tous qui m'avez permis d'atteindre le numéro 300 de ce bulletin d'informations confidentielles, en espérant pouvoir fêter à nouveau, dans quinze ans, le numéro 600. Ce n'est que grâce à vous que ce bulletin unique en son genre existe. Soyez-en remerciés. Merci aussi à tous ceux qui m'envoient régulièrement des informations, à ceux qui prennent des abonnements de soutien ou trouvent de nouveaux abonnés.

► Dernières spéculations sur le remaniement gouvernemental. Possible maintien de **François Fillon**, même si sont évoqués, pour le remplacer, les noms de **Jean-François Copé**, **Michèle Alliot-Marie** et **Jean-Louis Borloo** (voire **Bruno Le Maire**). Sont donnés comme partants **Bernard Kouchner**, totalement discrédité (toute la politique étrangère passe par **Claude Guéant** et **Jean-David Levitte**), et surnommé par Sarközy, avec sa femme, **Christine Ockrent**, « les Thénardier » pour leur âpreté aux gains, **Patrick Devedjian**, **Hervé Morin** (qui se voit, sans rire, un destin présidentiel aux élections de 2012), le fade **Jean-Marie Bockel** (qui espère pourtant demeurer au gouvernement comme dernier représentant de « l'ouverture », l'incontrôlable **Fadela Amara** (dont un énième directeur de cabinet vient d'être recasé), la suffisante **Rama Yade**, **Hubert Falco** et **Dominique Bussereau** (tous les deux souhaitent s'en aller).

► Possibles entrants : l'ancien Premier ministre **Alain Juppé** (en remplacement de **Bernard Kouchner**), l'actuel secrétaire général de l'Élysée **Claude Guéant** (mais cela paraît douteux car il est pratiquement devenu le vice-président), le président du groupe sénatorial UMP **Gérard Longuet**, le député des Yvelines **David Douillet** (en remplacement de Rama Yade), **Hervé Mariton**, **Frédéric Lefebvre**, **Maurice Leroy** (en remplacement d'Hervé Morin).

► C'est le 16 septembre que le ministre de l'Immigration **Éric Besson** se remariera (il est divorcé depuis juin 2009 de **Sylvie Brunel**, ex-présidente d'Action internationale contre la faim) avec la Tunisienne **Yasmina Tordjman**, une jeune femme de 23 ans issue d'une très riche famille proche de l'actuel pouvoir (elle est notamment l'arrière-petite-fille de **Wassila Bourguiba**, la seconde épouse du président **Habib Bourguiba**), actuellement étudiante en art. Ils se sont rencontrés, en 2009 par le biais du milliardaire **Vincent Bolloré** (qui avait prêté son yacht à **Nicolas Sarközy** après son élection en 2007), lequel sera présent au mariage. En juillet, le couple était invité au mariage de la petite-fille du président tunisien **Ben Ali** et a passé ses vacances à Tanger (Maroc).

► Après l'interdiction, cet été, des corridas en Catalogne (mais pas dans le reste de l'Espagne), les députés anti-taurins remontent au créneau. Le député UMP des Alpes-Maritimes **Muriel Marland-Militello** vient de déposer une proposition de loi où il est notamment indiqué, comme justification, que « sur le plan pédagogique, la corrida fait perdre tout repère à l'enfant »

✸ L'ancien Premier ministre chiraquien **Dominique de Villepin**, qui escompte déjà se présenter à l'élection présidentielle de 2012, joue à fond la carte immigrée pour multiplier l'implantation de son club République solidaire. La présidence du comité de soutien à sa candidature est assurée par **Asmahane Medjdoub**, une fonctionnaire naturalisée française de 34 ans. Née à Tlemcen (Algérie), où elle se rend très régulièrement, elle est la petite-fille de **Driss Chekroun**, qui fut commissaire de la wilaya de Tlemcen, et la petite-nièce d'**Abdelkader Mahdad** qui fut sénateur sous la IVe République et animateur de l'Union démocratique du manifeste algérien. L'intéressée entend, à travers ce comité de soutien, « réaliser un maillage citoyen multicolore, multiracial et multiculturel autour de la candidature de Dominique de Villepin ».

✸ Le Nouveau Parti anticapitaliste d'**Olivier Besancenot** n'a toujours pas défini de ligne claire sur ses positions communautaristes ; en dépit des remous suscités par la polémique d'une candidate islamiste voilée sur ses listes en PACA. À son université d'été, à Port-Leucate (Aude), des repas « spécial ramadan » étaient proposés aux militants musulmans. Par ailleurs, Olivier Besancenot va passer la main. Il ne sera plus porte-parole du NPA, comme nous l'avions prévu précédemment, à partir du deuxième congrès du parti trotskiste, prévu pour la mi-novembre. Ce qui ne lui interdira pourtant pas d'être le candidat du NPA à l'élection présidentielle de 2012, faute d'autre personnalité un tant soit peu médiatique.

► Le député UMP de Savoie **Dominique Dord**, qui vient de remplacer **Éric Woerth** comme trésorier de l'UMP, n'a peut-être pas le profil idéal. Il a non seulement été directeur de produits chez L'Oréal de 1985 à 1987 (dont la famille **Bettencourt** est le plus gros actionnaire), mais il est aussi un adepte des « micro-partis » dont l'existence est aujourd'hui remise en cause. Il a en effet créé, pour s'autofinancer en bénéficiant de la manne publique, son propre parti, Action Savoie Première, domiciliée dans les locaux de l'UMP de Savoie et dont la présidente est **Christine Darche**, directeur général des services de la ville d'Aix-les-Bains, dont Dord est le député-maire.

► Cet ancien assistant parlementaire de **Michel Barnier** risque de ne pas être très apprécié non plus de GayLib, le groupe homosexuel de l'UMP. Lors des discussions sur le Pacs, alors qu'il présidait avec **Christine Boutin** le groupe Oser la famille à l'Assemblée nationale, il s'était montré particulièrement offensif dans son opposition, n'hésitant pas à déclarer : « Le Pacs est une patate chaude que l'on se refile de la mairie à la préfecture, puis au tribunal d'instance, et demain matin – pourquoi pas ? – à la direction des services vétérinaires. » En réalité, sa nomination s'explique essentiellement parce qu'il se classe parmi les rares députés UMP non favorables à **Jean-François Copé** et qu'il a créé il y a six mois un groupe non officiel de députés sarközystes de stricte orthodoxie.

POLITIQUE

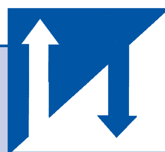
▶ Fausse opposition. Jusqu'alors directeur du cabinet de **Xavier Bertrand**, secrétaire général de l'UMP, **Michel Bettan** rejoint l'agence de communication Euro RSCG & Co pour suivre plus particulièrement les dossiers de communication d'influence et de communication institutionnelle. Il travaillera désormais sous la direction de **Stéphane Fouks**, ex-responsable socialiste et coordinateur des réseaux de **Dominique Strauss-Kahn**.

▶ Le 1er septembre, le Père **Pascal Gollnisch**, 57 ans, jusqu'alors curé de la paroisse Saint-François-de-Sales, dans le XVIIe arrondissement de Paris, a succédé à Mgr **Philippe Brizard** comme directeur général de L'Œuvre d'Orient, une association catholique caritative qui, depuis 150 ans, apporte un soutien aux chrétiens d'Orient, notamment au Liban. Il est le frère de **Bruno Gollnisch**, député européen Front national.

▶ Le professeur **Joseph Maila**, docteur en philosophie et en sciences sociales et ancien recteur de l'Institut catholique de Paris, qui était jusqu'alors responsable du nouveau pôle « Religions » à la direction de la prospective du ministère des Affaires étrangères, prend la direction complète de la prospective du Quai d'Orsay. Éditorialiste à *La Croix*, il appartient également au comité de direction du mensuel *Esprit*.

▶ Colifichets. Fervente laïque et fille de républicains espagnols ayant émigré par refus du franquisme, **Anne Hidalgo**, premier maire adjoint de Paris et plausible successeur de **Bertrand Delanoë**, a accepté de devenir commandeur dans l'Ordre d'Isabelle la Catholique, la plus haute distinction espagnole, sur décision du roi d'Espagne. La canonisation de cette reine a été repoussée *sine die* pour un présumé antijudaïsme.

EN HAUSSE



EN BAISSE

■ **Cédric Villani et Ngo Bao Chau.** Après Laurent Lafforgue, ces deux Français, dont l'un est d'origine vietnamienne, ont obtenu la médaille Fields, considérée comme le « Nobel des mathématiques » (Alfred Nobel détestait cette discipline et n'avait donc pas créé de prix pour elle), la seule différence étant qu'elle n'est accordée que depuis 1936 et tous les quatre ans, à des chercheurs de moins de 40 ans. La France continue à briller par son excellence en ce domaine, puisqu'elle compte 11 lauréats sur 52 médaillés. Une troisième médaille française vient s'ajouter avec l'attribution du prix Gauss à Yves Meyer (à l'origine notamment du format jpg). Autant de récompenses qui remettent largement en cause les pseudo-classements des grandes universités par l'université de Pékin…

■ **Éric Raoult**. Le député UMP de Seine-Saint-Denis a abandonné toutes les positions droitières qu'il a longtemps défendues. Dans *Le Journal du dimanche* (29 août), il approuve la décision de Laurent Blanc d'interdire le porc à tous les buffets de l'équipe de France de football, y compris pour les non-musulmans et se prononce pour la fourniture de repas halal et kasher dans les cantines scolaires. Je « trouve ça normal qu'on retire le porc du buffet puisqu'il pose problème à la fois aux Juifs et aux Musulmans. »

■ **Jean-Pierre Grand** Le député UMP villepiniste de l'Hérault n'a pas hésité à dénoncer les expulsions de Tziganes et de romanichels à Montreuil (Seine-Saint-Denis), estimant que « cette politique de démembrement des camps illégaux tourne à l'ignoble ».

✸ La Monnaie de Paris, dirigée par **Christophe Beaux** (*F&D* 298), n'a rien trouvé de mieux que d'engager le couturier **Christian Lacroix** comme « conseiller artistique ». Première création annoncée pour l'automne : une Médaille du PACS, destinée à concurrencer la Médaille du Mariage.

▶ À la suite d'un arrêt du Conseil d'État de décembre 2009, le syndicat d'extrême gauche SUD (trotskystes, gauchistes, etc.) va disposer d'un représentant au Conseil économique et social et environnemental.

✸ **Rachida Dati** va-t-elle se reconvertir dans l'immobilier ? Ne sachant plus que faire pour se faire connaître et reconnaître, l'ex-ministre de la Justice a accordé un entretien (dont on se demande si elle l'a vraiment rédigé) au site internet immobilier *gérerseul.com*, qui en a profité pour inonder le VIIe arrondissement de Paris d'un tract à la limite du mauvais goût. On rappellera que cet arrondissement est le plus cher de Paris.

Gererseul.com TOUTE MA GESTION IMMOBILIERE

EXCLUSIF 1er Août 2010

Rachida DATI répond aux questions sur l'immobilier pour son arrondissement

propos recueillis par Patrick Chappey pour gererseul.com

Madame Rachida DATI, Maire du 7ème arrondissement

Comment se comporte, d'une manière générale le marché immobilier de votre arrondissement ?
Chaque arrondissement a son marché spécifique et le 7ème n'est pas le moindre. Le marché immobilier du 7ème a subi un sérieux coup de frein particulièrement sensible, entre septembre 2008 et mars 2009. La baisse des transactions a atteint 31,5% entre fin 2008 et fin 2009.

Combien de transactions "vente" ont été comptabilisées dans votre arrondissement pendant les 12 derniers mois ?
Selon les agences immobilières et la chambre des notaires, il y a eu 1300 transactions en 2007, mais ce chiffre est descendu à un peu plus de 800 en 2008 et tombé à près de 600 en 2009. En 2010, le marché semble être reparti à la hausse, sans atteindre les niveaux de 2007.

Comment a évolué le prix au m² depuis ces 3 dernières années ?
Si l'offre a chuté de manière significative, les prix ont également été revus à la baisse, même si celle-ci a été de moindre ampleur. Dans le 7ème, les prix au m² ont chuté de plus de 7% au dernier trimestre 2008. Fin 2009, la baisse avait été ramenée à -3,5% sur un an, les seuls encore présents sur le marché étant les vendeurs sûrs de la valeur de leur produit.

Comment se situe votre parc locatif ? Y a-t-il une pénurie de logements à la location? à la vente ?
Le marché locatif tourne principalement sur le quartier du "Gros Caillou" à l'ouest, situé entre l'avenue de Suffren et le boulevard de la Tour Maubourg. Il bénéficie de davantage de petites surfaces et d'un turn over plus important, intéressant principalement les jeunes et les familles. Mais tout comme le marché de cession, il manque d'offres.

Quels sont les types de logements les plus recherchés ?
Les petites surfaces jusqu'à 50 m². Du studio au F2, la demande est forte. Au-delà, les prix s'envolent et les appartements n'intéressent que les grandes familles aux moyens importants.

Comment se comporte le marché de la location dans votre arrondissement ?
On recherche" principalement des petites surfaces jusqu'à 50 m². Du studio au F2, la demande est forte.

Comment se comporte le marché du neuf, y a-t-il de nouveaux programmes ? Si oui, s'adressent-ils à des primo-accédants ou à des investisseurs ?
Le foncier reste limité dans le 7ème arrondissement. Il existe quelques grands projets immobiliers neufs comme sur le site de l'ancien Hôpital Laënnec qui doit se terminer en 2013.

Aujourd'hui la Bourse étant considérée comme "dangereuse" de la part de certains investisseurs, ressentez-vous une orientation de leur part vers la pierre ?
Le marché immobilier du 7ème arrondissement est très particulier. Sa situation sur la rive gauche de la Seine le différencie des 8ème et 16ème arrondissements : peu de bureaux mais de grandes résidences familiales souvent depuis plusieurs générations. Avec la crise, beaucoup de propriétaires ont préféré se retirer du marché provoquant une pénurie à la vente. Les investisseurs qui souhaitaient se retirer des marchés financiers n'ont pas pu réellement trouver une solution via l'immobilier dans le 7ème arrondissement.

Quelles sont vos priorités en matière de logements ?

Le logement intermédiaire, et le développement de résidences pour personnes âgées.

Patrick Chappey - Août 2010

RELATIONS PRESSE pour gererseul.com
Cédric NAIMI : 01 40 10 15 86 - 06 60 90 55 11
cedric.naimi@free.fr

✸ L'homme d'affaires **Xavier Giocanti**, actuel compagnon de **Christine Lagarde**, ministre des Finances et de l'Économie, donnée comme éventuel Premier ministre, vient d'être condamné par la Cour européenne de justice à rembourser, pour « irrégularités », un million d'euros de subventions qu'il avait perçues, de 2003 à 2005, au profit d'une obscure association marseillaise, le Centre de promotion de l'emploi par la micro-entreprise. Le dossier a été transmis par ailleurs au parquet de Marseille.

▶ À l'occasion de ses vacances au Cap Nègre, dans la splendide propriété de sa belle-famille, **Nicolas Sarközy** a étrenné le vélo que **Martine Aubry**, première secrétaire du Parti socialiste, lui avait offert en janvier 2008.

✋ Vers un nouveau record d'immigration clandestine à Mayotte : au premier semestre 2010, 12 321 Comoriens (venus en général d'Anjouan) en situation irrégulière ont été expulsés, soit plausiblement environ 25 000 pour l'année 2010. Les reconduites à la frontière de Mayotte représentent la moitié des reconduites en France, les recours suspensifs n'étant pas appliqués outre-mer. Or, l'augmentation des expulsions est frappante : 7 655 reconduites en 2005, 13 253 en 2006, 13 990 en 2007, 16 000 en 2008 et 19 000 en 2009. Plus de la moitié de la population de Mayotte sera bientôt composée d'immigrés clandestins.

LOBBIES

▶ Le coin des piqueurs. *Le Parisien* (22 août) a consacré une double page au club d'influence Le Siècle, fournissant notamment la liste détaillée du conseil d'administration et celle de nombreux nouveaux membres. L'enquête n'a pas dû être trop difficile à mener: toutes ces informations avaient été publiées dans les derniers numéros de *F&D*. Bien entendu, notre revue n'est pas citée…

Etrange clémence policière pour **Pascal Cordier**, un vieil ami de **Xavier Bertrand**, patron de l'UMP. Flashé à plus de 80 km/h au lieu de 50, c'est-à-dire un flagrant délit de grande vitesse, l'intéressé, qui avait déjà été condamné en 2007 pour excès de vitesse, n'a même pas écopé d'une simple amende a rapporté *Le Courrier picard*. Interrogé sur cette étrange clémence, l'intéressé a indiqué curieusement: « Je milite dans des cercles philosophiques qui travaillent à rechercher la justice et la vérité. » Une allusion plus que transparente à la franc-maçonnerie. Pur hasard évidemment, Xavier Bertrand appartient de longue date au Grand Orient de France.

▶ **Maurice Lévy** venant de prendre la présidence de la très puissante Association française des entreprises privées (Afep), le président de Publicis est remplacé par **Jean-Yves Naouri** au Cercle de l'industrie, une structure de lobbying patronal montée par **Dominique Strauss-Kahn**,

▶ Un important colloque international consacré au thème *Les Femmes et la franc-maçonnerie, des Lumières à nos jours*, s'est déroulé les 17 et 18 juin à l'université de Bordeaux (avec le soutien financier du conseil régional d'Aquitaine). Parmi les orateurs français (nombre d'autres étaient étrangers, tel **José Antonio Ferrer Benimelli**) figuraient **Patrick Baudry**, vice-président de Bordeaux 3, **Christophe Bouneau**, directeur de la Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, **Eloïse Auffret**, conservateur du Musée de la Franc-maçonnerie, **François Hubert**, directeur du Musée d'Aquitaine, **Jean-Pierre Bacot** de l'université de Bourgogne, **Laure Caille**, présidente du Grand Chapitre général féminin de France, **Marie-France Picart** et **Marie-Françoise Blanchet**, anciennes Grandes Maîtresses de la Grande Loge féminine de France, **Denise Oberlin**, Grande Maîtresse de la GLFF, **Marie-Paule Dupin-Benesse**, docteur de l'université de Picardie, **Pierre Besses** (université de Toulouse), **Françoise Jupeau-Réquillard**, chercheur, **Célia Poulet** de l'université de Provence, **Françoise Barret-Ducrocq** de Paris VII, **Dominique Soucy** (université de Besançon), **Hélène Fau** du Centre écritures de l'université de Metz, **Sophie Geoffroy** de l'université de La Réunion, **Ingrid Chapard**, doctorante à Paris VII, **Claudine Batazzi-Alexis** de l'université de Nice, **Olivia Salmon Monviola** de l'université de Clermont-Ferrand, **Bérengère Kolly**, doctorante à Paris I, **Nicolas Froeliger** de Paris VII, etc.

▶ Au début de l'été, une septième femme (après cinq à Auch, dans le Gers, et une à Paris), épouse d'un « frère » du GODF, a été initiée au sein du Grand Orient de France, via la loge Saint-Jean du parfait désintéressement de Mirecourt (Vosges).

▶ La French-American Foundation (*F&D* 271-272 et 297), important lobby atlantiste, a désigné ses lauréats français 2010 : **Frédéric Barbey**, lieutenant-colonel affecté à l'état-major des Armées, **Kamil Beffa**, *general manager* de Lafarge Cement division en Chine, **Jeannette Bougrab**, présidente de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (qui paraît donc disposer de temps libre…), **Béatrice de Clermont-Tonnerre**, directrice du développement du groupe Lagardère, **Emmanuel Farhi**, professeur d'économie à l'université d'Harvard, **David Fontaine**, journaliste au *Canard enchaîné*, **Nicolas Macquin**, *european partner* chez Alpha Private Equity Funds, **Isabelle Simon**, *senior vice-president* chez Publicis Groupe, **Florence Verzelen**, directrice générale de GDF Suez Qatar Block IV, **Laurent Vigier**, directeur des affaires européennes et internationales de la CDC.

▶ Président du Consistoire israélite de Marseille, le puissant homme d'affaires **Zvi Ammar** (*F&D* 279 et 285) a été mis en examen, à la mi-juillet, pour « modification d'une scène de crime » et placé sous contrôle judiciaire, dans le cadre de l'assassinat d'un cadre commercial spécialisé dans le recyclage d'argent sale et l'évasion de capitaux vers des paradis fiscaux.

▶ Ancien Grand Maître du Grand Orient de France, **Alain Bauer**, membre du cercle le plus rapproché de **Nicolas Sarközy**, hérite d'un nouveau titre ronflant: président du Conseil supérieur de la formation et de la recherche stratégique, une nouvelle structure « pluridisciplinaire » dont la mission sera de « déceler les menaces à venir ».

▶ 16 ans après sa création, l'Ordre maçonnique de France vient de s'autodissoudre pour se reconstituer, sans doute sous l'influence de la grace divine, sous la forme de l'Ordre de la mission divine pour la France. Cette obédience maçonnique assez particulière avait été fondée par **Paul-Jean Girard**, ancien membre du Grand Orient de France, qui avait été notamment candidat aux élections municipales à Rognac (Bouches-du-Rhône) sur la liste du Front national.

Dirigée par **Licio Gelli**, la loge P2 (Propaganda Due), principal centre de pouvoir occulte et maçonnique dans l'Italie des années 1970-1980, se serait reconstituée selon la justice italienne, laquelle a mis en examen (pour « association criminelle secrète visant à conditionner le fonctionnement d'institutions constitutionnelles »), courant juillet, le député sarde **Denis Verdini**, l'un des trois coordinateurs nationaux du Peuple de la Liberté, le parti de **Silvio Berlusconi** (ancien membre de la loge P2), et l'homme d'affaires marron **Flavio Carboni**, surnommé « l'homme de tous les mystères » et déjà condamné dans l'affaire de la loge P2: il avait écopé de huit ans et six mois de prison pour la faillite frauduleuse du Banco Ambrosiano et avait été fortement soupçonné d'avoir participé à l'assassinat du président de cette banque étroitement liée au Vatican la mafieux **Roberto Calvi**. Aidés par d'autres, ces deux hommes auraient tissé une puissant réseau visant à assurer carrières et promotions à ses membres.

POLITIQUE

► Mis en cause dans l'attribution de la Légion d'honneur à **Patrice de Maistre**, conseiller financier de **Liliane Bettencourt**, **Éric de Sérigny**, membre officieux du cabinet d'**Eric Woerth**, animateur de Premier cercle et du club W19 (W pour Woerth et 19 pour le nombre de membres), est le fils du comte **Alain Le Moyne de Sérigny**, qui fut notamment le directeur de *L'Echo d'Alger* et un défenseur de l'Algérie française.

► L'un des versants les plus confidentiels, et sans doute l'un des plus importants dans l'origine de ce que l'on appelle désormais « l'affaire Bettencourt », est en train d'apparaître au grand jour : la mésalliance de la fille de **Liliane Bettencourt**, Françoise avec **Jean-Pierre Meyers**, originellement cadre de banque. Titulaire d'un simple DES de sciences économiques, il a été employé à la direction financière de la Société générale puis a occupé un poste directionnel à la banque Odier Bungener Courvoisier. Né en 1948, ce fils d'un cadre supérieur de L'Oréal depuis 1968, est l'arrière-petit-fils du grand rabbin **Jules Bauer**. Son grand-père, le rabbin de Neuilly puis de Haute-Savoie **Robert Meyers**, et son épouse, sont décédés à Auschwitz. Son père, **Marcel Meyers**, est l'un des dirigeants de l'Œuvre de secours aux enfants, une association d'aide aux orphelins juifs.

► Devant l'hostilité aussi bien de la famille Bettencourt que de la famille Meyers, le couple ne s'est finalement marié que civilement, à Fiesole (Toscane) en avril 1984, et ce dans la plus stricte intimité (les mariés, les parents, trois témoins), mais **Françoise Bettencourt**, future épouse Meyers, a envisagé très sérieusement de se convertir au judaïsme. Ses deux enfants, Jean-Victor et Nicolas sont élevés dans la religion israélite. Elle a publié, en 2008, les cinq tomes de *Regards sur la Bible*, une très grosse étude « pour mieux se comprendre entre juifs et catholiques ». Elle a également signé, aux éditions Christian, un gros ouvrage sur *Les Dieux grecs*.

► Entré par son mariage au conseil d'administration (administrateur en 1987, vice-président non opérationnel en 1994), **Jean-Pierre Meyers** a joué un rôle majeur à partir de 1989, lorsque l'homme d'affaires **Jean Frydman** a accusé L'Oréal d'être une entreprise au passé « douteux », mettant notamment en cause son fondateur, **Eugène Schueller**, père de Liliane Bettencourt et financier de la Cagoule, **André Bettencourt**, journaliste collaborationniste et auteur de plusieurs écrits nettement antijuifs devenu sénateur, et **Jacques Corrèze**, l'un des principaux chefs de la Cagoule et l'un des dirigeants les plus en vue de L'Oréal. Comme le révèle *Le Monde* (29 août), Jean-Pierre Meyers a été directement impliqué dans l'épuration de L'Oréal des anciens collaborateurs, Corrèze n'étant que l'un parmi d'autres. « (Il) ne peut accepter la présence de Corrèze à la direction de L'Oréal. L'avocat chasseur de nazis, **Serge Klarsfeld**, le voit un jour débarquer à son cabinet, "accompagné d'un petit groupe de juifs influents qui cherchent des informations". Quelques jours après, Jean-Pierre obtient le départ de M. Corrèze. »

► Se mettant en scène comme un « fils de famille », le romancier et photographe mondain **François-Marie Banier**, qui a reçu plus d'un milliard d'euros de **Liliane Bettencourt**, est en réalité le fils d'un ouvrier hongrois arrivé en France après la prise du pouvoir dans son pays par les communistes (ce qui devait rendre son fils très nettement anticommuniste). Se prénommant **Etienne Banyai**, il avait francisé son nom, pour lui-même « et ses enfants mineurs », en Banier (décret du 7 avril 1953).

André Santini n'est plus vraiment dans les petits papiers de **Nicolas Sarközy**. Le président de la République l'avait propulsé courant juillet à la tête de la Société du Grand Paris, allant jusqu'à modifier la limite d'âge (Santini a 69 ans) pour rendre possible l'élection du maire d'Issy-les-Moulineaux. Il espérait vivement que Santini abandonnerait son fauteuil à l'Assemblée nationale au profit de son suppléant, l'inénarrable pitbull UMP **Frédéric Lefebvre**, un « Sarkoboy » pur jus. Il n'en a rien été et le cumulard n'a lâché que son poste de conseiller régional. Du coup, Lefebvre se demande s'il sera à nouveau un jour député (il l'a été brièvement lorsque Santini était au gouvernement).

► La nomination d'**André Santini** a été vécue comme une provocation par la gauche d'Ile-de-France : Santini a en effet dû démissionner de son poste de secrétaire d'État à la suite de sa mise en examen pour « détournement de fonds publics et prise illégale d'intérêts » dans l'affaire de la fondation Hamon. En réalité, derrière cette nomination expresse se dissimule une volonté présidentielle : l'Élysée entend faire attribuer aux entreprises de BTP les gigantesques marchés du métro et des gares (21,4 milliards d'euros) avant l'élection présidentielle de 2012.

► C'est l'une des principales personnalités du mouvement anarchiste libertaire des années 1940-1950 qui vient de disparaître, avec le décès, le 9 août, de **Georges Fontenis.** Cet instituteur fut notamment secrétaire général de la Fédération anarchiste à partir de 1946, puis l'un des dirigeants de la Fédération communiste libertaire. Exclu de l'Éducation nationale comme « porteur de valises » du FLN, ce « conseilliste » lança par la suite le Mouvement communiste libertaire, avant de rejoindre l'Union des travailleurs communistes libertaires et *Alternative libertaire*.

Après la décision de faire flotter le supposé drapeau kanak à côté du drapeau français (une disposition non encore entérinée par le Congrès), le Congrès de la Nouvelle-Calédonie a approuvé, à la mi-août, trois des cinq signes identitaires prévus par l'accord de Nouméa qui doit déboucher sur un référendum d'autodétermination entre 2014 et 2018. Il s'agit de l'hymne intitulé *Soyons unis, soyons frères*, de la devise « Terre de parole, terre de partage » et du graphisme des billets de banques. L'hymne sera désormais joué, après *La Marseillaise*, lors des manifestations officielles et des compétitions sportives.

PORTRAIT/DOCUMENT

lycéens (Uncal), puis secrétaire national de l'Union des étudiants communistes à partir de 1982. Titulaire d'une maîtrise de sciences économiques (Paris I), il entre comme journaliste au quotidien communiste *L'Humanité* en 1985 : « **Roland Leroy**, qui dirige le quotidien communiste, le prend sous son aile. Le nom du père a encore aidé (*Le Monde*, 19 juin 2010). » Il ne bougera plus des bureaux du quotidien. D'abord journaliste économique, il devient, en 1989, chef du service économie, luttes, politique et PCF de *L'Humanité Dimanche* (devenu, en 1997, *L'Humanité Hebdo*). Il sera désigné comme rédacteur en chef en décembre 1998, puis comme directeur de la rédaction en novembre 2000 (ainsi que membre du directoire de la Société nouvelle L'Humanité depuis juin 1999).

En réalité, comme l'a raconté *Le Monde* (19 juin 2010), son ascension est étroitement liée à son obéissance envers la direction du PCF : « Quand, en 2000, la rédaction de *L'Huma* s'affronte à Robert Hue, qui veut la remettre au pas, Pierre Laurent, alors responsable de *L'Humanité Dimanche* lâche ses camarades après avoir juré le contraire. Son frère, Michel, lui a discrètement conseillé de se ranger derrière la direction. Et quand **Patrick Le Hyaric**, nommé directeur du journal par Robert Hue, devient suspect aux yeux de Marie-George Buffet et de son équipe, c'est lui qui devient le "correspondant" du parti au sein de la rédaction. »

La même année 2000, il entre au conseil national du PCF, lors du XXXe congrès. Dès fin 2008, Marie-George Buffet, un an après son échec à l'élection présidentielle, en fait son dauphin, proposant que le PCF soit dirigé par une coordination « animée par Pierre Laurent » après le prochain congrès. C'est ce qui se produira : en 2009, lors du XXXIIIe congrès, il est le principal rédacteur du texte adopté par le congrès, dont il lit l'introduction générale. Il est alors nommé « coordinateur national », c'est-à-dire n°2 du PCF, derrière Marie-George Buffet, en charge d'animer la direction collégiale du PCF. Il quitte alors la direction de *L'Humanité* pour se préparer à prendre la tête du PCF.

En mars 2010, il est désigné pour conduire la liste Ensemble pour des régions solidaires, écologiques et citoyennes (Front de gauche, Alternative citoyenne, alternatifs, etc.) en Ile-de-France, obtenant 6,55 % des suffrages, devant le NPA de **Besancenot** (3,13 %) et le Modem (3,98 %). Aujourd'hui, le PCF ne revendique plus que 135 000 adhérents. Selon l'historien ex-membre du PCF **Roger Martelli**, le PCF a encore perdu 145 000 adhérents en quinze années. Ils étaient encore 565 000 en 1978 et ne seraient plus, aujourd'hui, que moins de 70 000, très loin des 130 000 revendiqués ces deux dernières années. L'appareil communiste n'existe plus qu'à l'état de squelette, la plupart lui étant redevables d'une manière ou d'une autre pour leurs emplois. Ses dernières forces demeurent en réalité locales. Après 90 ans de luttes théoriquement « anticapitalistes », ce PC fossilisé n'en compte pas moins une trentaine de parlementaires, 94 conseillers régionaux, 233 conseillers généraux et la bagatelle de 757 maires. Le 10 juin, plus de 200 élus et militants, dont plusieurs députés et conseillers régionaux ont annoncé leur démission, dénonçant la « politique de l'autruche » de la direction communiste. Faute d'un quelconque charisme et d'une réelle notoriété, il paraît probable que ce n'est pas Pierre Laurent qui sera candidat à l'élection présidentielle de 2012, mais bien plutôt son allié envahissant, **Jean-Luc Mélenchon**, patron du Parti de gauche qui entend réunir autour de son nom toute la gauche radicale française. Or, pour les orthodoxes du PCF, le tonitruant député européen cherche en réalité à vampiriser le parti, lequel risque alors de disparaître à moyen terme, voire à court terme, s'il n'a pas de candidat à la présidentielle.

À remarquer, dernier détail, que Pierre Laurent s'est fortement impliqué dans le Réseau Éducation sans frontières, qui soutient les enfants d'immigrés clandestins, en particulier « dans la défense d'une famille d'élèves sans papiers scolarisés à l'école maternelle dont sa femme est directrice (*Libération*, 3 février 2010). » Un bel exemple de l'anti-France.

Nicolas Sarközy et ses diplômes

Avec la foultitude d'ouvrages parus sur **Nicolas Sarközy**, on croyait tout savoir sur l'actuel président de la République. **Alain Garrigou**, professeur de sciences politiques à l'université Paris X-Nanterre, a signé, sur internet, il y a plus d'un an, un étonnant article qui n'a absolument pas reçu, bien évidemment, la publicité qu'il méritait d'avoir. Grâce à ce chercheur, qui a dû se battre pour accéder aux documents originaux, on en apprend de belles sur la véritable carrière universitaire du « petit Nicolas ». L'homme qui déclarait, durant sa campagne électorale, à propos de celui qui avait osé mettre un extrait de *La Princesse de Clèves* au programme du concours d'administration centrale : « Un sadique ou un imbécile, choisissez, avait mis dans le programme d'interroger les concurrents sur la princesse de Clèves. Imaginez un peu le spectacle (23 février 2007 à Lyon) ». Sans que l'on sache évidemment, mais Nicolas Sarközy l'ignorait sans nul doute, si la dite princesse était un auteur (en réalité, la comtesse de Lafayette) ou le titre d'un ouvrage… Dans ses biographies officielles, Nicolas Sarközy revendique une maîtrise de droit privé, un DEA de sciences politiques et un certificat d'aptitude à la profession d'avocat. Avec difficulté, on a fini par savoir (nous avions été parmi les premiers à l'écrire) qu'il avait été remercié de l'Institut d'études politiques de Paris sans avoir obtenu son diplôme. Ce qui n'empêchait pas l'intéressé d'indiquer « Institut d'études politiques de Paris » sans autre mention. Un demi-mensonge. Le professeur Garrigou, qui enseigne à Paris X-Nanterre, où Nicolas Sarközy a été étudiant, a pu découvrir que son certificat d'aptitude à la profession d'avocat a été obtenu avec la note minimale, soit 10 sur 20. Rien de très glorieux. En revanche, aucune trace du supposé DEA obtenu par Nicolas Sarközy en 1979. Alain Garrigou a vérifié que le nom de Sarközy n'apparaît pas sur l'intranet de l'université. Ayant interrogé la direction, il a fini par obtenir un unique document, à savoir le procès verbal de délibération qui indique que le candidat a été « ajourné » car absent de l'épreuve terminale et n'ayant pas rendu son mémoire. Le procès verbal de la seconde session, où Nicolas Sarközy aurait dû être présent… a disparu des archives de l'université. Comme le précise le Pr Garrigou, « il est même le seul procès verbal manquant de toute l'existence du DEA. ». Comme il le conclut avec ironie, « les universités protègent mal leurs archives. »

DELIBERATIONS du JEUDI 6 NOVEMBRE 1980

MM. COUCHEZ, BENABENT, LAPORTE, de LA PRADELLE, Mme ..., Mes GONDINET, LUCET, Mme HUC, M. FOUCUE, ..., Membres désignés aux jurys du C.A.P.A. pour l'année 1980 ont, conformément au décret du 31 Juillet 1972, modifié par le décret du 10 Décembre 1974, relatifs au Certificat d'Aptitude à la profession d'avocat, procédé à l'examen des Etudiants dont les noms suivent, lesquels avaient justifié de l'inscription annuelle aux cours exigée pour leur inscription à l'examen :

Toute note inférieure à 5 est éliminatoire.

NOMS ET PRÉNOMS DES CANDIDATS	DATE DE NAISSANCE	EPREUVES ECRITES A	B	RESULTATS
ROGE Hector	17.01.51	Def	Def	Def
ROLLAND Catherine	17.08.56	13	12	25 Admise
ROSENBERG Jean	23.12.56	Def	Def	Def
ROULET Jean-Philippe	10.02.57	Def	Def	Def
ROUSSELOT Catherine	7.07.57	09	12	21 Admise
ROUX Hervé	23.12.53	Def	Def	Def
SAFRE Nadine	30.10.53	11	12	23 Admise
SAHUN Michel	13.01.58	05	08	13 Ajourné
SALMON Jean-Pierre	26.09.55	07	13	20 Admis
SARKOZY de NAGY BOCSA Nicolas	28.0[illegible].55	12	08	20 Admis
Mme SASSIAS née MORA Christine	10.10.54	Def	Def	Def
SAUPHAR Jean-Marc	4.04.57	10	15	25 Admis
SAVOYE Jean-Marc	5.06.56	11,5	07	18,5 Ajourné
SCEMAMA Nicole	28.03.57	10,5	13	23,5 Admise
Mme SCEMAMA née RADIX Elisabeth	26.01.56	Def	Def	Def
SCHWAB Anne	14.10.58	07	16	23 Admise
SCOTTO D'APOLLONIA Elisabeth	22.09.56	08	12	20 Admise

Le Président du Jury : Gérard COUCHEZ

UNIVERSITE DE PARIS-X
U.E.R. DE SCIENCES JURIDIQUES

ANNEE UNIVERSITAIRE 1978 - 1979
SESSION DE : OCTOBRE-NOVEMBRE 1979
SCOLARITE 1978-1979

RESULTATS DU D.E.A. DE SYSTEMES ET STRUCTURES POLITIQUES

N° CARTE	NOM et PRENOM	Enseignements théoriques 1er Ecrit /20	ou 2e Ecrit Mémoire /20	TOTAL /40	Séminaires /20	/20	/20	TOTAL Séminaires /60	TOTAL GENERAL /100	Moyenne	Résultat
7971601 I	MIKOUIZA Antoine	def	def		13	10	06	29			Ajourné
7972805 S	MONTAZAM ALA Mahmod	def	def		def	def	01				Ajourné
7832256 X	NGARLEJY KOJI YORONGAR LE MOIBAN	def	def		13	14	def	27			Ajourné
7988372 M	OUINEZ Djamel Moussa	11	14	25	11	14	12	37	62	12	Admis passable
7972776 K	PAGES Jean	def	def		def	15	def				ajourné
7988051 N	PETROPOULAKIS Michail	def	def		def	12	13	25			Ajourné
7594609 J	PIERRE-PUYSEGUR Isabelle	def	def		12	14	12	38			Ajourné
7594414 Y	POMMIER DE SANTI Pascale	def	def		def	def	12				Ajourné
7595792 W	RENAUD Franck	16	14	30	17	14	14	45	75	15	Admis Bien
7484603 N	RICHARD Thierry	def	def		12	def	15	27			ajourné
7985068 T	SARKOZY DE NAGY Nicolas	def	def		15	17	16	48			Ajourné
7486677 S	TALLON Dominique	def	def		def	08	def				Ajourné
7972680 G	TAY Mohamed	13	14	27	16	13	10	39	66	13	Admis AB
7836054 A	TING Wai	07	14	21	13	12	13	38	59	11	Admis passable
7833259 L	TROBO Clément	11	def	11	15	17	15	47			Ajourné
7722594 Z	VERON Marc	def	def		16	18	17	51			Ajourné
7971372 J	YEPSAH Abdel-Kader	10	18	28	14	12	12	38	66	13	Admis AB

Signature du Président

Nanterre, le 6 novembre 1979

ÉTRANGER

Coopération américano-israélienne

Malgré quelques rodomontades de **Barack Obama**, rien ne change dans la politique étrangère américaine quant à Israël. Fin juillet, un nouvel accord de défense portant sur le développement du bouclier antimissile israélien, avec le versement par les États-Unis de 422,7 millions de dollars en 2011. 205 millions serviront à la production de huit nouvelles batteries du système *Iron Dome* (Coupole de fer) conçu pour intercepter les roquettes de courte portée et 97,5 millions seront injectés dans le programme *David's Sling* (Fronde de David), un système anti-missiles destiné aux roquettes d'une porte supérieure à 70 km. 108,8 millions de dollars iront au système Arrow 3, qui associe IAI et Boeing. Ce financement de 422,7 millions de dollars vient s'ajouter à l'aide militaire américaine apportée à Tsahal, soit environ 3 milliards de dollars par an (et qui représente un tiers du budget militaire israélien).

Lobby sioniste

En 1962-1963, la commission des Affaires étrangères du Sénat américain avait conduit une très importante enquête sur l'influence du lobby pro-israélien dans les médias américains. Cette enquête, jusqu'alors secrète, vient d'être déclassifiée à la demande de l'Institute for Research Middle Eastern Policy. Elle démontre que le gouvernement travailliste israélien, via l'Agence juive, finançait largement l'American Zionist Council afin de corrompre les journalistes et d'orienter dans un sens favorable à Israël les articles de certains grands journaux (*Reader's Digest*, *Saturday Evening Post*, *Life*, *The Atlantic*, etc.). À l'époque, ces campagnes visaient à dénier l'existence d'un programme nucléaire israélien et à faire accroire que les réfugiés palestiniens renonceraient au retour pour se fondre parmi les populations arabes. À la suite de cette enquête parlementaire, Israël réforma son système de propagande afin de le rendre encore plus opaque, mettant en sommeil l'AZC et lui substituant l'American Israel Public Affairs Committee. Le rapport complet est téléchargeable en quatre parties sur le site du Réseau Voltaire (*www.voltairenet.org*).

Europe passoire

236 936 demandes d'asile ont été enregistrées en 2009 par Eurodac, la banque de données biométriques de l'Union européenne créée en 2003, soit une augmentation de 8 % en un an. Les vérifications conduites révèlent une véritable industrie des fausses demandes de droit d'asile : par le biais des empreintes digitales, les enquêteurs ont pu démontrer que 23 % des demandes, soit 52 226 cas, se trouvaient déjà dans les fichiers, soit parce que les requêtes avaient été déposées dans plusieurs pays, soit parce qu'elles avaient été mal enregistrées. Divers pays (Grèce, Roumanie, Islande, Royaume-Uni, Espagne, Slovaquie et Danemark), sont très en retard pour l'enregistrement des dites empreintes, ce qui multiplie les fraudes. L'immense majorité des demandes s'effectuent dans les aéroports (85 %) par des étrangers arrivant avec des visas de tourisme. 73 % des demandes ont été rejetées, soit 166 900, mais pratiquement aucun demandeur de droit d'asile débouté n'a été expulsé.

Stratégie de tension

Le juge italien **Rosario Priore**, spécialiste incontesté de la lutte anti-terroriste, vient de publier *Intrigo Internazionale* totalement passé sous silence par les médias français (hormis *Flash*) malgré son caractère explosif. Sa thèse, déjà corroborée par des activistes nationalistes italiens comme **Gabriele Adinolfi**, établit que derrière une unité de façade contre l'URSS, les pays occidentaux se sont livrés, dans les années 1970, à de véritables affrontements armés, sous la forme d'un conflit larvé tournant autour de la Méditerranée et le Proche-Orient. « Nous avons été en guerre sans que les simples citoyens le sachent. » Selon le juge, l'attentat de la piazza Fontana à Milan fut mis au point par les Britanniques tandis que l'assassinat d'**Aldo Moro** fut réalisé par le Mossad, via une manipulation des Brigades rouges.

▶ Élections législatives le 19 septembre en Suède. À cette occasion, les Démocrates suédois, principal parti nationaliste, crédités de 4 % d'intentions de votes, pourraient faire leur entrée au Riksdag, le Parlement suédois. Le score risquant d'être très serré, ils pourraient éventuellement jouer un rôle d'arbitre même si tant les partis de droite que de gauche ont déjà annoncé leur refus de toute entente avec les DS.

Par le biais des doubles nationalités, 5 millions de Moldaves, Macédoniens, Serbes, Ukrainiens ou Turcs peuvent obtenir, s'ils le désirent, un passeport européen car ils sont susceptibles d'en bénéficier à la suite de l'entrée dans l'Union européenne de la Hongrie, la Roumanie et la Bulgarie qui accorde cette double nationalité à leurs minorités ethniques dans d'autres pays (comme par exemple les Moldaves avec la Roumanie). Ce qui fait que, par exemple, 1,4 million de Macédoniens, soit le quart de la population, peut bénéficier d'un passeport européen alors même que la Macédoine n'appartient pas encore à l'Union européenne.

À la demande d'associations immigrationnistes, le Conseil d'État français vient d'annuler une liste des 17 pays d'origine « sûrs » établie en novembre 2009 par l'Office français pour la protection des réfugiés et apatrides (Ofpra). Sont donc désormais à nouveau susceptibles d'obtenir le statut de réfugié politique, les ressortissants de l'Arménie, la Turquie, Madagascar, le Mali, etc.

▶ L'Union européenne comptait 501,1 millions d'habitant au 1er janvier 2010 d'après les données d'Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne, publiées courant août. Elle a augmenté de 14 millions en un an. Le taux de natalité brut est de 10,7 naissances pour 1 000 habitants. Les taux de natalité les plus élevés s'observent en Irlande, Royame-Uni, France et Chypre. L'Allemagne, le Portugal et l'Autriche connaissent les taux les plus faibles. 4,8 millions de décès ont été observés, soit un taux de 9,7 pour 1 000 habitants. Les taux de mortalité sont les plus élevés en Lettonie, Bulgarie et Hongrie, les plus faibles en Irlande, Chypre et au Luxembourg. Dix États sur 27 voient leur population diminuer, dont la Bulgarie, la Lettonie, la Hongrie et l'Allemagne. 60 % de la croissance démographique vient des migrations.

▶ L'ancien patron du contre-espionnage libanais dans les années 1980, le général **Fayez Karam**, a été arrêté, le 4 août, pour espionnage (richement rémunéré) au profit d'Israël. Cette personnalité du Courant patriotique libre, parti catholique allié du Hezbollah, et proche du général **Aoun**, est l'illustration même du très haut niveau d'infiltration du Mossad au Liban. Depuis 2009, on compte plus de 150 cas similaires traités par la justice libanaise. Ce qui accrédite l'attribution, défendue par le Hezbollah islamiste et la Syrie, de l'assassinat du Premier ministre **Rafik Hariri** aux services secrets israéliens, le Mossad n'ayant jamais été en reste pour des manipulations de haute volée.

ECONOMIE/SOCIAL

▶ Le PIB de la Chine a dépassé celui du Japon durant les mois d'avril à juin, devenant la seconde puissance économique mondiale. Sur l'ensemble du premier trimestre, le Japon garde encore l'avantage avec 2678 milliards de dollars contre 2 532 pour la Chine.

▶ Les immatriculations de voitures neuves en Espagne ont chuté de 50 % en juillet par rapport au même mois de l'année précédente, atteignant leur plus bas niveau depuis quinze ans.

▶ Le gouvernement britannique va supprimer, d'ici un an, l'âge de mise à la retraite d'office, fixé actuellement à 65 ans pour les hommes et 60 ans pour les femmes. Allongé progressivement, l'âge légal sera repoussé à 66 ans dès 2016.

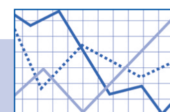
▶ En dépit d'une petite chute du prix de l'or au dernier trimestre, le métal jaune devrait repartir rapidement à la hausse en raison d'un changement de la législation chinoise : le gouvernement central a décidé d'assouplir sa réglementation sur le commerce de l'or : les quatre banques d'État pourront exporter mais (surtout) acheter de l'or et les étrangers disposant d'une licence pourront vendre de l'or à Shanghai. Près de 80 % des ventes d'or en Chine sont assurées par les bijoux. La demande chinoise en or ne cesse de croître : elle a augmenté de 13 % par an ces cinq dernières années et devrait doubler d'ici 2020. Sur les six premiers mois de l'année, le volume des échanges a bondi de 59 % sur le Shanghai Gold Exchange.

▶ Fin juillet, la France (après les États-Unis et l'Italie) a décidé unilatéralement d'annuler la totalité de la dette congolaise envers la France, soit 646 millions d'euros. Dans le même temps, la dette seychelloise a été annulée à hauteur de 45 ans, le reste étant rééchelonné sur 18 ans, avec un moratoire de 5 ans.

▶ Le nombre des demandeurs d'emploi n'ayant exercé aucune activité a légèrement décru en juillet (-0,5 %), mais les « seniors » et les chômeurs de longue durée, au contraire, sont de plus en plus nombreux (hausse respectivement de 17,6 % et de 27,6 % sur un an). L'ancienneté moyenne des demandeurs d'emploi passe à 424 jours contre 222 pour ceux sortis des listes de Pôle emploi pendant le mois de juillet.

▶ L'emploi salarié a reculé de 1,5 % en 2009, a annoncé, début août, Pôle Emploi, atteignant « un niveau (NDLR : bas) jamais observé depuis l'après-guerre. 256 100 postes de travail ont été perdus en 2009, portant à 16 287 700 le nombre des salariés des secteurs concurrentiels, un niveau voisin de celui de 1992, date de la précédente récession économique. Le secteur industriel est le plus touché (-5,2 %, soit moins 168200 postes), suivi par la construction (-2,9 %).

▶ Les créations d'entreprises ont à nouveau fortement baissé en France en juillet, soit moins 14,8 % par rapport à juin. Dans le même temps, la consommation des ménages a de nouveau baissé (-1,4 % en juin, contre +0,6 % en mai, grâce, selon l'Insee, à « l'effet Coupe du monde »).



Population mondiale

Le nouveau rapport du Population Reference Bureau révèle que la population mondiale atteindra 7 milliards en 2011, seulement douze ans après avoir atteint 6 milliards. Dès 2024, le chiffre de 8 milliards devrait être atteint. Dans le même temps, le vieillissement de la population s'accentue dans les pays « riches », mettant fortement en péril leur mode de vie et menaçant leurs couvertures santé et les plans de retraite : alors qu'en 1950, il y avait, dans le monde, 12 personnes au travail pour une personne de plus de 65 ans, ce ratio est descendu à 9. Et, dans quarante ans, ce ratio d'actifs/personnes âgées sera de 4 pour 1. On assiste, selon l'étude du PRB à une double tendance : d'un côté, un taux de fécondité chroniquement bas dans les pays industrialisés, et de l'autre côté, des pays sous-développés qui ajoutent chaque année plus de 80 millions d'individus à la population mondiale, les plus pauvres en ajoutant à elles seules 20 millions, « ce qui augmente la pauvreté dans le monde ainsi que la pression sur l'environnement ». Toute la croissance de la population mondiale est en fait portée par les pays sous-développés, entraînant une forte immigration vers les pays développés. L'Afrique à elle seule atteindra 2 milliards en 2050 alors qu'elle vient tout juste de dépasser le milliard d'habitants. Aujourd'hui l'Éthiopie et l'Allemagne ont presque la même population. Mais l'Éthiopie passera à 174 millions en 2050 et l'Allemagne à 72 millions (-10 millions).

▶ À la suite de la réforme de la taxe professionnelle, la taxe d'habitation va fortement augmenter pour 3,6 millions de foyers.

▶ Le moral des ménages français s'est stabilisé à un « bas niveau » en juillet, s'établissant à -39 points, résultat identique à celui de juin. Cet indice qui résume l'opinion des ménages, a baissé de 9 points depuis janvier 2010. En revanche, le moral des industriels français est remonté de 2 points, s'établissant, en juillet, à 98 points.

▶ La durée de vie de la Caisse d'amortissement de la dette sociale (Cades), créée en 1996, va être prolongée de 2021 à 2025. Elle était destinée à reprendre les déficits de la Sécurité sociale et à apurer la dette qui y était liée. Son prolongement a été provoqué par l'augmentation de la dette depuis 2009. En 2005, le Parlement avait pourtant voté une disposition qui précisait que « tout nouveau transfert de dettes à la Cades est accompagné d'une augmentation des recettes de la caisse qui permettent de ne pas accroître la durée d'amortissement ». La Cour des comptes précise que « les déficits accumulés du régime général et du Fonds solidarité vieillesse sur 2009-2010 approcheront les 55 milliards d'euros. »

▶ Pour la première fois depuis 1980, les effectifs de la Fonction publique se sont stabilisés en 2008. Alors que la progression moyenne avait été de 1,3 % par an de 1998 à 2008, le non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux dans la Fonction publique a permis d'atteindre -3,1 % en 2008 (après -2,4 % en 2007), tandis que la fonction publique hospitalière a contribué à croître de 1 % par an depuis 2007 et la Fonction publique territoriale de 3,4 % par an depuis dix ans. Avec +3,9 % en 2008 et +5,2 % en 2007. En équivalent temps plein, les trois fonctions publiques représentent 4,9 millions de personnes.

KIOSQUE

▶ Principal actionnaire du quotidien ex-maoïste *Libération*, le baron **Edouard de Rothschild** a fait son *alyah* (retour) en Israël, fin août. Fils du baron **Guy de Rothschild**, président de la banque Rothschild & Cie et descendant d'une des familles ayant le plus financé les débuts du sionisme, ce multimillionnaire (fortune personnelle estimée à 300 millions d'euros) séparera désormais sa vie entre Tel-Aviv et Paris. Bénéficiant désormais de la double nationalité, il escompte pouvoir se présenter aux Jeux olympiques de Londres dans la catégorie saut d'obstacles sous la bannière israélienne (il n'a pas le niveau requis en France pour être sélectionné…).

✷ Distribué par Presstalis (ex-NMPP), la revue *Le National-Radical*, organe du Parti national radical dirigé par **Maurice Martinet**, a été retirée des kiosques par voie de justice à la suite de la sortie de son numéro d'été, dont le gros titre était *Les Juifs qui dominent la France*. Dans le passé, la même revue avait publié, sans encombre, l'intégralité des *Protocoles des Sages de Sion*.

▶ De l'eau dans le gaz à *France-Soir*, avec l'éviction du directeur de la rédaction **Christian de Villeneuve**, remplacé par **Rémy Dessarts** (ex-*Capital*, *VSD*, *L'Équipe*, etc.). Ce dernier avait dirigé le lancement avorté de la version française du quotidien allemand *Bild*, ce qui laisse présager une nouvelle évolution du quotidien pour attirer un public plus populaire. À noter que la situation de l'actuel véritable propriétaire, l'oligarque **Sergueï Pougatchev**, est mauvaise: sa banque, la Mejprombank, n'a pu rembourser, en juillet, 200 millions d'euros-obligations. Selon la presse russe, une faillite n'est pas exclue et Pougatchev cherche à céder une partie de ses actifs (dont une mine de charbon en Sibérie et un chantier naval à Saint-Pétersbourg). À noter que le site internet *OWNI* a révélé que *France-Soir*, dont le propriétaire n'est pas vraiment un miséreux, avait reçu, le 16 mars 2010, soit la veille de la sortie de sa nouvelle formule, la bagatelle de 2 745 000 euros, en provenance des services du Premier ministre, pour réaliser sa « nouvelle maquette ».

▶ **Claude Askolovitch** est sur la voie du départ du *Journal du dimanche*. Il a déjà perdu son poste de rédacteur en chef politique (il devrait être remplacé par **Bruno Jeudy**, reporter au service politique du *Figaro*), ne conservant une chronique hebdomadaire qu'à la suite de l'intervention de **Ramzy Khiroun**, conseiller communication d'**Arnaud Lagardère** et proche de **Dominique Strauss-Kahn**.

▶ Ayant fait fortune dans le matériel hifi (Harman Industries), **Sydney Harman**, ex sous-secrétaire d'État au commerce durant l'ère **Carter**, vient de racheter pour un dollar symbolique le magazine américain *Newsweek* (et ses nombreuses dettes). Il est l'époux de la représentante de Californie **Jane Harman**, le troisième parlementaire le plus riche du Congrès. Pilier de l'AIPAC (le lobby sioniste), elle se range dans la frange la plus conservatrice du Parti démocrate, ayant toujours soutenu le lobby militaro-industriel et Israël.

▶ Le magazine *Les Inrockuptibles*, détenu par le banquier vedette de Lazard, **Matthieu Pigasse**, se transformera, le 15 septembre, en hebdomadaire d'informations généralistes, avec une tonalité nettement anti-sarközyste.

▶ *The French Week* est le premier hebdomadaire en langue anglaise 100 % made in France. Implanté à Castillonès (Lot-et-Garonne) et imprimé à Agen, il est destiné aux anglophones installés dans l'Hexagone ou de passage.

▶ Spécialiste incontesté de l'engagement français dans le combat anticommuniste durant la Seconde Guerre mondiale, **Éric Lefèvre** signe, avec **Olivier Pigoreau**, *Bad Reichenhall, 8 mai 1945-un épisode tragique*, aux éditions Grancher. L'ouvrage, fruit d'une enquête de plusieurs années, retrace l'exécution de douze Français portant l'uniforme allemand, pour la plupart membres de la division Charlemagne, le 8 mai 1945 (c'est-à-dire après la capitulation allemande) par d'autres Français, engagés dans la 2e DB du **général Leclerc.** Bien plus qu'une bavure, il s'agit d'un véritable crime de guerre, venant, selon les auteurs, du plus haut niveau puisque ce serait le général Leclerc qui aurait décidé de cette tuerie expéditive.

▶ Chez Akribeia (45/3 route de Vourles, 69230 Saint-Genis-Laval), *Pour la contre-révolution blanche*, sous-titré *Portraits fidèles et lectures sans entraves*, est un excellent recueil d'articles du critique et traducteur **Philippe Baillet** (sous le pseudonyme de **Xavier Rihoit**), parus pour la plupart dans la première mouture du *Choc du mois* et mis à jour depuis lors (avec index). L'ouvrage, de haute tenue, porte notamment sur des penseurs et historiens étrangers souvent mal connus en France (**Donoso Cortes**, **Boris Souvarine**, **Russel Kirk**, **Kevin MacDonald**, **Ernst Kantorowicz**, **Augusto Del Noce**, etc.). Un très bel exemple de critiques intelligentes donnant envie d'aller plus loin.

▶ Professeur d'histoire et turcophone, **Tancrède Josseran**, publie, chez Ellipses, *La Nouvelle puissance turque*, sous-titré *L'Adieu à Mustapha Kemal*. Sans doute la meilleure étude parue en français sur la Turquie contemporaine. Pour l'auteur, l'ère kémaliste n'aura été qu'une longue parenthèse dans l'histoire ottomane, la nouvelle « révolution verte » puisant ses sources dans sa puissance passée. Ce qui ne la rend que plus dangereuse.

✷ L'Union des commissionnaires de l'hôtel des ventes (UCHV) de Drouot a été très discrètement mise en examen durant l'été pour « association de malfaiteurs, complicités et recels de vols en bande organisée ». La coopérative de la plus importante salle des ventes de France est désormais sous contrôle judiciaire et les 110 manutentionnaires (les fameux « cols rouges ») sont interdits d'exercice depuis le 1er septembre. Une vingtaine de commissionnaires ont été personnellement mis en examen et une seconde vague devrait suivre (dont plusieurs commissaires-priseurs ayant vendu des marchandises volées).

KIOSQUE

Partis de Sainte-Anne-d'Auray, les participants du Tro Breizh, l'un des pèlerinages les plus importants de Bretagne, se sont vus interdire l'entrée dans la cour du château des Ducs de Bretagne de Nantes… au nom du respect de la laïcité. Pour **Jean-François Parodi**, directeur adjoint de Nantes Culture et Patrimoine et gestionnaire du château des Ducs, « cet équipement municipal n'a pas vocation à accueillir des manifestations religieuses ».

► Décédé le 29 août, le cinéaste **Alain Corneau** était très engagé à gauche. Soutien sans équivoque des immigrés clandestins, il avait longtemps milité au Parti des travailleurs, le mouvement trotskiste de **Pierre Boussel/Lambert**, sous le pseudonyme d'Albert.

► L'historien révisionniste **Vincent Reynouard** a été interpellé, fin juillet, par la police belge puis extradé vers la France, pour y purger une peine de prison ferme d'un an (prononcée par la cour d'appel de Colmar en juin 2008). Pour lui écrire : Vincent Reynouard, n° 33034, Maison d'arrêt de Valenciennes, BP 80 455, 59322 Valenciennes cedex. Il est interdit de lui envoyer des livres, de l'argent ou des timbres. Seuls les mandats cash sont autorisés (titulaire du compte : MA Valencienne, AP Régie comptes nominatifs, 75 rue Lomprez, BP 80 455, 59322 Valenciennes cedex. Préciser le nom de Vincent Reynouard et son numéro d'écrou, 33 034).

► *11 septembre 2001, attentat du Pentagone, 13 témoins oculaires invalident la version officielle*, un remarquable film documentaire sur le pseudo-attentat du Pentagone, sera exceptionnellement diffusé à Paris, le 11 septembre 2010, en présence du réalisateur américain **Craig Ranke** (studio *Kinokho*, 24 rue des Amandiers, 75020 Paris, à 12h45, 15h et 17h15, et au *cinéma des Ursulines* (Paris Ve) à 20h15 (Rens. : 06 75 57 26 83).

► Après **Mel Gibson**, c'est au tour du réalisateur **Oliver Stone** d'être désormais sur la liste noire d'Hollywood. Fin juillet, le réalisateur a en effet accordé un entretien au *London Sunday's Times*, où il estimait que si, dans « notre culture », l'accent est autant mis sur l'holocauste, c'est à cause de « la domination juive des médias ».

► Le 26 juillet, le nationaliste breton **Yann Fouéré** a fêté son centenaire au château de Quintin. Longtemps exilé en Irlande, il a notamment signé *L'Europe aux cents drapeaux* (1968), ouvrage qui avait conduit à la création, à Bruxelles, du Bureau permanent des Nations européennes sans État. Ancien directeur de *La Bretagne* et de *L'Avenir de la Bretagne*, il a écrit de multiples essais, dont *La Bretagne écartelée* (1962) et *La Patrie interdite* (1987).

► Le Dr **Claude Soas** est décédé le 26 juillet. De son véritable patronyme **Claude Nancy**, ce cadre de la droite radicale belge (MAC, Jeune Europe, NEM Club, etc.), fortement influencé par **Saint Loup** et **Jacques de Mahieu**, avait notamment signé *Vers un matérialisme biologique ou la faillite du matérialisme historique* (éd. privée, 1982, remaniée en 1993).

► Auteur de divers essais et poèmes, **Roger Munier**, également spécialiste d'**Octavio Paz** et d'**Arthur Rimbaud** est décédé le 10 août, à 87 ans. Il s'était notamment fait connaître par ses traductions de **Martin Heidegger**, *Lettre sur l'humanisme* (1957) et *Le Retour au fondement de la métaphysique* (1968).

► Le démographe et historien **Jacques Dupâquier** est décédé le 23 juillet. Ce normalien milita d'abord au Parti communiste, dont il fut exclu en 1956. Entré au CNRS en 1962, cet agrégé d'histoire fonda en 1972 le Laboratoire de démographie historique de l'École des hautes études en sciences sociales, qu'il dirigera jusqu'en 1991. Membre de l'Académie des sciences morales et politiques, celui qui avait retrouvé la foi catholique fut l'un des animateurs de Laissez les vivre. Considéré comme l'un des plus grands démographes français du XXe siècle, il intervenait régulièrement à *Radio Courtoisie*. Il avait notamment signé *Les Berceaux vides de Marianne* (1981), *Fécondité/natalité française en 2005, la désinformation de l'INSEE*, *Immigration-intégration : un essai d'évaluation des coûts économiques et financiers* (avec **Yves-Marie Laulan**), et largement participé à l'*Histoire de la population française* (quatre volumes) parue aux PUF

► Avec retard, nous apprenons le décès, le 25 mai 2010, de **Silvius Magnago**, l'un des pères de l'autonomie du Sud-Tirol. Il s'était notamment illustré le 17 novembre 1957 en lançant devant 35 000 Sud-Tiroliens rassemblés au château de Sigmundskron, le fameux slogan « Los von Trient ! » (« séparons-nous de Trente »). Comme l'indique, dans un superbe euphémisme, sa notice sur *Wikipedia*, « comme il rejetait le fascisme italien, il opta en 1939 pour l'Allemagne ».

► Le général **Pierre-Marie Gallois** est décédé, à 99 ans, le 23 août. Consulté dès avant 1958 par le général De Gaulle, il fut le théoricien majeur de la dissuasion nucléaire, ne cessant de défendre l'idée d'une force de frappe nucléaire française, qui donnait ainsi à la France une véritable autonomie de décision. Hostile à l'Europe de Maastricht, à l'euro et au traité de Lisbonne, ce souverainiste aura été également l'un des artisans du renouveau de la géopolitique française, signant la plupart de ses ouvrages aux éditions L'Age d'Homme (*Le Sang du pétrole*, *Le Soleil d'Allah aveugle l'Occident*, *La France sort-elle de l'Histoire ?*, *L'Heure fatale de l'Occident*, *Écrits de guerre*, etc.).

► L'acteur **Bruno Cremer** est décédé, à 80 ans, le 7 août. Il restera à jamais l'**adjudant Willsdorf**, ex-soldat alsacien de la Wehrmacht reconverti dans la défense de l'Indochine dans *La 317e section* (1965) de **Pierre Schoendoerffer**.

► *Faits & Documents* participera à la traditionnelle journée *Lire sous les pommiers*, organisée par **Anne Brassié**, directrice d'émission à *Radio Courtoisie*. Cette fête du livre, qui réunira de nombreux auteurs et diverses associations littéraires, se tiendra, le dimanche 3 octobre au Manoir de Blosseville, à Pennedepie (Calvados), entre Honfleur et Deauville.



POLITIQUEMENT INCORRECT



La RATP lance un appel d'offres afin d'équiper de gilets pare-balles le millier d'agents employés au Groupement de protection et de sécurisation des réseaux (GPSR). Ce qui en dit très long sur l'insécurité dans les transports d'Ile-de-France.

Il n'y a pas de petits profits. Rongé par des parasites et protégé à grands frais par la municipalité d'Amsterdam, le « marronnier d'**Anne Franck** » (un marronnier d'Inde et non pas un châtaignier comme l'ignare **Alexandre Adler** le laisse dénommer dans *Courrier international*) a été renversé, fin août, par la tempête qui a sévi aux Pays-Bas. Aussitôt, des petits malins ont profité de cette chute pour mettre en vente, sur internet, des petits bouts de l'arbre (un marron est proposé, entre autres, à 750 dollars…).

Dans *F&D* 299, nous révélions, photo à l'appui, la publication d'un dessin scandaleusement antinational dans *Valeurs mutualistes*, le bimestriel de la MGEN. La protestation de nos abonnés a été efficace : le nouveau n° de la revue comporte des excuses de sa direction pour sa publication.

Merci les écolos. La haine anti-chasseurs a conduit, en France, à une réduction massive du nombre des chasseurs, ce qui a entraîné une explosion de la croissance des animaux sauvages (sangliers, cervidés). Conséquence, les compagnies d'assurance, avec l'aval du gouvernement, viennent de créer une franchise de 500 euros pour tout accident de la circulation provoqué par des animaux sauvages en raison du coût croissant de l'indemnisation de ce type d'accidents.

Une toute récente étude de la cellule fiscale anti-trafics du ministère de l'Intérieur indique qu'au moins 350 Ferrari sont immatriculées en Seine-Saint-Denis.

« Manger du porc améliore l'activité sexuelle. » C'est ce qu'a déclaré, durant l'été, la présidente argentine **Cristina Kirsner**. « Ce n'est pas une information négligeable. C'est beaucoup plus gratifiant de manger un petit cochonnet grillé que d'ingurgiter du viagra » a-t-elle ajouté, lors d'une rencontre avec des éleveurs, autour d'un barbecue, en Patagonie.

Le « pipotron de l'Église de France ». Le site *catho.org* a mis en place un système de réalisation automatique de ces discours œcuméniques « passe-partout » qu'affectionnent nos évêques. Ce qui donne des discours aussi « chargés de signifiants » que : « Alors que signifie pour chacun de nous d'interpréter prudemment le sens unique du vécu ? En tenant compte du kérygme des acteurs sociaux ? Et une étude synchronique de nos implications locales implique-t-elle la crise christique de l'Église ? », etc.

Le porte-parole le plus connu de la communauté rom d'Autriche s'appelle **Rudolf Sarközi.** Selon l'intéressé, le patronyme Sarközi, dont Sarközy serait la version « francisée », serait un nom typiquement rom.



À la suite d'une campagne orchestrée par le réseau social internétique Facebook, les chocolatiers **Voisin**, propriétaires depuis 1933 de la marque « *Au Nègre* », viennent de débaptiser leurs trois boutiques de thé et de café à lyon et Villeurbanne. Jusqu'alors, ils avaient résisté au « politiquement correct » mais ont fini par céder à la suite de cette campagne de quasi-boycott.

Il y a quelques mois, nous évoquions le lancement de « Quick halal » expérimentaux, assurant qu'il s'agissait en réalité d'une campagne de test avant de passer à la vitesse supérieure. 14 nouveaux Quick sont passés au hallal le 1er septembre : à Chelles (77), Sevran (93), La Courneuve (93), Rosny-sous-Bois (93), Créteil (94), Strasbourg (67, quartier de non-droit de Hautepierre). Lille, Bordeaux et Marseille feront partie de la fournée suivante. Pour éviter toute réaction intempestive, aucun Quick parisien n'a été sélectionné.

Israël a décidé d'interdire l'importation de fourrures animales. Seule exception, et de taille, l'importation de fourrures de martre, de zibeline et de renard argenté, pour permettre la confection des *schtreimel*, les toques de fourrure portées par nombre de Juifs orthodoxes.

Tout un symbole. À l'occasion de la fusion des écoles publiques **George Sand** et **Honoré de Balzac** de Donges (Loire-Atlantique), le nouvel établissement a été rebaptisé, à l'unanimité, groupe scolaire **Aimé Césaire**, anticolonialiste résolu (il fut même stalinien) et fondateur du mouvement littéraire de la négritude.

Ancien chef de la police sud-africaine, **Jacob Sello Selebri** a été reconnu coupable, début juillet, de corruption, écopant de quinze années de prison au vu de la gravité des faits. Discrimination positive oblige, il avait été propulsé, il y a quelques années, président mondial d'Interpol, la police internationale.

Faits & Documents, bimensuel édité par Faits & Documents, BP 254-09, 75424 Paris cedex 09, France. Tel/fax : 01 40 16 80 92
Directeur de publication : Emmanuel Ratier. Site Internet : *www.faitsetdocuments.com*
© Faits & Documents 2010. Reproduction strictement interdite.
E-Mail : *librairiefacta@wanadoo.fr*
Mis en page par Riwal Communication. Commission paritaire N°1010I87151. ISSN 1268-5690. Imprimé par Dalex, Bourg-la-Reine.
Abonnement annuel (21 nos + 1 index) : 78 € (soutien : 100 €) ; 6 mois (10 nos) : 46 € ; 3 mois (5 nos) : 31 €.